Les mots et les choses

Autor(en): **Favez, Jean-Claude**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1356

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010205

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA 1002 Lausanne
17 septembre 1998 – nº 1356
Hebdomadaire romand
Trente-cinquième année

Les mots et les choses

INAUGURÉE IL Y a peu par les travaux de la Commission d'étude Brunner, la réflexion sur l'avenir de notre politique de sécurité franchit maintenant une nouvelle étape avec la publication des Lignes directrices du Conseil fédéral. Ainsi le précédent rapport de 1990 et le plan directeur Armée 95 sont remis sur le métier. Que traduit cette inflation de textes qui va s'accélérant?

Les Lignes directrices s'articulent en deux chapitres fondamentaux, les objectifs qu'il convient de redéfinir, les instruments qu'il faut à nouveau vérifier. Et une affirmation centrale, la sécurité par la coopération. Les missions de l'armée demeurent donc inchangées: la promotion de la paix et la gestion des crises, la défense et la sauvegarde des conditions d'existence.

Les Lignes directrices n'abandonnent rien de ce qui est et ne proposent pas de méthode très claire pour passer de l'Ist-Zustand aux besoins du futur

Par contre la nature, la portée et l'ampleur des menaces et des risques se sont modifiées. Pour faire court, on dira que la menace militaire, territoriale et traditionnelle, s'estompe. En revanche, de nouveaux enjeux, de nouvelles menaces se développent, comme ceux du crime organisé, de la prolifération nucléaire, de l'information et de l'informatique.

Pour assurer la sécurité dans ce nouveau monde qui est tout sauf rassurant, les Lignes directrices entendent remplacer l'actuelle défense générale, accrochée à la notion de neutralité, de territoire et de force militaire, par un système de sécurité souple et global.

Cette perspective générale n'est pas réellement novatrice. Car sous l'habillage des mots portés par l'air du temps, les Lignes directrices soulignent le maintien de concepts-clef consacrés par l'histoire, du moins telle qu'elle est écrite dans la mémoire des Suisses, comme la neutralité, l'obligation générale de servir et l'armée de milice. Par ailleurs la description des menaces et des risques demeure très abstraite et ne propose aucune hiérarchie dans l'angoisse. En un mot, les Lignes directrices n'abandonnent rien de ce qui est et ne proposent pas de méthode très claire pour passer de l'*Ist-Zustand* aux besoins du futur.

Au lieu de prendre clairement en compte les changements de l'environnement international, le Conseil fédéral fait preuve de timidité en restant attaché à des notions et à une hiérarchie traditionnelles, privilégiant toujours les dimensions nationale et militaire de la sécurité. Cette approche n'est guère favorable à l'ouverture du débat sur la politique de sécurité. Seul un peuple éclairé et non une poignée de politiciens et d'experts pourra envisager les ruptures nécessaires avec le passé en évitant de confondre les mots et les choses. JCF